PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES de FOS OUEST

AIR LIQUIDE France INDUSTRIE (site du Tonkin) ELENGY (Terminal du Tonkin) - KEM ONE LYONDELL CHIMIE FRANCE

Communes de FOS-SUR-MER – PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE - ARLES

<p>Compte rendu de la réunion plénière des Personnes et Organismes Associés (POA) du PPRT de FOS OUEST 28 mai 2015</p>

Les documents associés au compte rendu sont disponibles sur le site Internet de la DREAL PACA à l'adresse suivante : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/13-pprt-de-fos-ouest-a3473.html>

Lieu : Mairie de Fos-sur-Mer

Organisation : DREAL¹ PACA / UT13 – Martigues - DDTM 13²

POA représentés :

- Sous-préfecture
- Mairie de Fos-sur-Mer
- Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Mairie d'Arles
- SCOT Ouest Etang de Berre
- SAN OUEST PROVENCE
- Société ALFI TONKIN
- Société ELENGY (Terminal Méthanier – Fos Tonkin)
- Société KEM ONE
- Société LYONDELL CHIMIE France
- Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)
- Capitainerie des bassins ouest du GPMM
- Conseil Départemental
- Conseil Régional
- CCIMP
- Société EIFFAGE
- Collège riverains de la CSS³ FOS OUEST
- Représentant de riverains
- DREAL PACA
- DDTM13

POA excusés :

- Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence
- Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette
- Société ASCO INDUSTRIES

¹ DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

² DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

³ CSS : Commission de Suivi de Sites

- DIRMED
- Société EVERE
- Société SOLAMAT MEREX
- Société ARCELORMITTAL
- FLUXEL
- Collège salariés de la CSS FOS OUEST

INTRODUCTION

M. RAIMONDI – Maire de Fos-sur-Mer - ouvre la séance.

Il indique que cette réunion concerne le PPRT de FOS OUEST qui devrait présenter moins de soucis que celui de FOS EST du fait de l'éloignement des habitations.

Il souhaite la bienvenue à M. SENATEUR, Sous-préfet d'Istres.

M. le Sous-préfet rappelle que cette réunion s'inscrit dans la démarche initiée par la loi risques de 2003. Ce PPRT, prescrit en décembre 2012, revêt la spécificité de concerner plusieurs sites industriels situés en zone portuaire.

Dans ce cadre, le ministère a donc mis au point une démarche particulière qui tient compte d'une part, de la multiplicité des sites et d'autre part, des perspectives de développement d'activités économiques en périphérie compatibles avec l'objectif de protection des personnes aux risques technologiques. Ce n'est donc pas une démarche classique de mise en place d'un PPRT.

Cette 1^{ère} réunion des POA va faire le point sur les rencontres et réunions techniques entre les différents partenaires, permettre de présenter la démarche d'élaboration PPRT et son calendrier.

Compte tenu du calendrier, une prorogation supplémentaire sera très certainement nécessaire afin d'approfondir la démarche et aboutir à un PPRT de qualité.

M. le Sous-préfet insiste sur les éléments essentiels que sont la protection des populations et la prévention des risques. Il précise également qu'il participera à l'ensemble des réunions.

Le développement industriel et économique du secteur est déterminant pour la politique d'aménagement du territoire mais doit tenir compte de la problématique de la protection des populations.

Il donne la parole à **P. COUTURIER – DREAL**.

P. COUTURIER rappelle que le travail des services instructeurs a porté jusqu'à présent sur la phase technique : instruction des études de dangers remises par les industriels, définition des aléas, recensement des enjeux, ...

Il présente ensuite l'ordre du jour de la réunion :

1. Présentation générale des PPRT
2. Etudes techniques relatives au PPRT de FOS OUEST : aléas et enjeux
3. Stratégie et outils d'élaboration
4. Calendrier
5. Echanges

I – PRESENTATION GENERALE DES PPRT

T. LAURENT – DREAL – rappelle les principes des PPRT instaurés par la loi du 30 juillet 2003 suite à l'accident d'AZF à Toulouse et complétés par la loi DADDUE du 16 juillet 2013.

Placé sous l'autorité du Préfet, le PPRT est un outil de maîtrise de l'urbanisation autour des installations SEVESO seuil haut existantes au 31 juillet 2003 et a pour objectif la protection des populations. Les personnes et organismes associés regroupent : l'Etat (préfecture et services instructeurs : DREAL, DDTM), les collectivités territoriales, les riverains et associations, les industriels.

Le PPRT, qui vise à protéger les populations, agit sur 2 volets : préserver l'avenir et agir sur l'existant afin de résorber les problématiques héritées du passé.

La politique nationale de prévention des risques technologiques s'appuie sur 4 piliers :

- maîtrise des risques à la source qui constitue la priorité
- maîtrise de l'urbanisation pour laquelle le PPRT constitue un outil
- maîtrise des secours (plan d'opération interne – plan particulier d'intervention)
- information et concertation des populations potentiellement exposées (CSS, réunions publiques).

Point de départ des PPRT, les études de dangers remises par les industriels permettent, après réduction du risque à la source, l'identification exhaustive des phénomènes dangereux sortant des limites des sites et leur quantification en probabilité, intensité et cinétique.

Le croisement de ces données définit l'aléa technologique. L'enveloppe de cet aléa représente le périmètre d'étude à l'intérieur duquel le PPRT est élaboré.

Ensuite, un recensement des enjeux existants présents dans le périmètre d'étude du PPRT est réalisé ainsi que des projets futurs pour adapter les orientations cohérentes avec le développement du territoire.

Enfin, le croisement des aléas et des enjeux permet d'établir le plan de zonage brut où les zones et secteurs susceptibles d'être réglementés sont identifiés.

Ce dernier point est le support de la stratégie.

Une fois les orientations stratégiques établies, un projet de PPRT sera élaboré. Il s'articule autour de 4 documents :

- un plan de zonage réglementaire
- un règlement
- un cahier de recommandations
- une note de présentation.

Ces éléments feront l'objet d'une concertation avec des réunions publiques et l'enquête publique, pour aboutir, en fin de démarche, à l'approbation du PPRT par le préfet.

II – ETUDES TECHNIQUES : ALEAS ET DES ENJEUX

II.1 – Présentation des aléas

G. CHRISTIEN – DREAL – présente les 4 établissements à l'origine du risque :

- ALFI : séparation des gaz de l'air et stockage oxygène et azote sous forme liquide,
- ELENGY (Terminal Méthanier) : réception et stockage de gaz naturel liquéfié,
- KEM ONE (reprise des activités d'ARKEMA et Vinylfos) : production de chlorure de vinyle monomère,
- LYONDELL CHIMIE FOS (LCF) : production de produits chimiques (polyols, glycols de propylène, éthers tertio-butyliques (MTBE, ETBE),....).

6 études de dangers ainsi que des études complémentaires ont été instruites. La DREAL a retenu environ 4 000 phénomènes dangereux pour caractériser l'aléa. Certains phénomènes ont été exclus du fait de leur très faible probabilité d'occurrence associée à la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques et également par la non prise en compte de certains événements initiateurs, comme prévu par la réglementation.

Ces 4 établissements produisent des effets toxiques, de surpression et thermiques.

L'aléa comprend 7 niveaux (classé du plus fort au plus faible) : TF+ - TF - F+ - F - M+ - M et Fai.

G. CHRISTIEN présente le projet de carte de l'aléa global dont le rayon est d'environ 4,5 km centré sur KEM ONE. Les communes impactées sont Fos-sur-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Arles.

Des arrêtés préfectoraux ont été prescrits à chaque établissement afin de consolider l'aléa par la mise en place de mesures de maîtrise des risques complémentaires et l'étude de nouvelles pistes de réduction du risque à la source pour les phénomènes les plus impactants.

Les réductions du risque à la source sont présentées pour chaque établissement.

II.1.1 – LYONDELL CHIMIE FOS (LCF)

M. GROS – DREAL – rappelle que suite aux demandes de la DREAL, LCF a remis des compléments à l'étude de dangers en juillet 2014.

Par ailleurs, une tierce expertise a été réalisée par l'INERIS dont les conclusions ont permis la validation de certaines hypothèses permettant de consolider l'aléa.

Cet établissement génère des effets toxiques, de surpression et thermiques.

Les effets de surpression dus à l'explosion par action chimique incontrôlée des stockages d'oxyde d'éthylène génèrent la distance maximale de l'enveloppe de l'aléa.

Les effets thermiques sont à l'origine des niveaux d'aléas les plus élevés (TF+ à F).

Ce sont principalement des activités économiques qui sont impactées par l'aléa lié au fonctionnement de LYONDELL CHIMIE FOS dans la zone industrialo portuaire.

Plusieurs pistes de réduction du risque à la source sont en cours sur les phénomènes dangereux générant des effets létaux sur les enjeux situés à proximité du site :

- exclusion des ruptures franches de certaines tuyauteries de gaz inflammable liquéfié (GIL) ,
- effets dominos pouvant conduire à la ruine des sphères de GIL,
- réduction de la probabilité de certains phénomènes dangereux dimensionnant.

Ces différentes études devraient avoir une incidence sur les niveaux d'aléa notamment ceux liés aux effets thermiques. Cependant, à ce jour il est encore trop tôt pour connaître l'impact de ces mesures sur l'aléa.

II.1.2 – KEM ONE

KEM ONE génère 3 types d'effets : toxiques, thermiques et de surpression. L'enveloppe externe est liée à des effets toxiques.

Le phénomène dangereux le plus important est généré par une fuite de chlore pouvant atteindre une distance de 4,5 km environ.

La société EIFFAGE contiguë est la plus impactée par ces effets.

Suite au changement d'exploitant en 2012, et après étude de la grille des accidents par l'inspection, des mesures de maîtrises des risques complémentaires ont été demandées pour les scénarios d'accidents susceptibles de générer des effets létaux à l'extérieur du site.

Concernant les effets thermiques et de surpression générant des effets létaux chez EIFFAGE, KEM ONE a proposé les mesures suivantes :

- éloignement des wagons de chlorure de vinyle monomère (CVM) et de dichloroéthane (DCE) situés à la limite de clôture.,
- recherche de nouvelles mesures de maîtrise des risques et évaluation des coûts associés.

Ces éléments sont en cours d'analyse par l'inspection.

II.1.3 – ELENGY

G. CHRISTIEN présente l'établissement qui génère des effets thermiques et de surpression liés à des fuites de gaz naturel liquéfié (GNL) au niveau des bras de déchargement et par la vidange gravitaire des réservoirs métalliques 1 et 2.

Les effets sont dus à l'inflammation d'un nuage de gaz.

L'inspection a demandé à l'exploitant de poursuivre la démarche de réduction du risque à la source notamment en ce qui concerne les conditions d'utilisation future du terminal méthanier.

Dans ce cadre, la mise hors exploitation des réservoirs RV1 et RV2 a été confirmée pour fin 2015/début 2016, ce qui réduira notamment l'aléa sur la zone des bureaux de la société ASCO INDUSTRIES.

II.1.4 – ALFI

La société ALFI génère des effets toxiques, thermiques et de surpression liés aux réservoirs d'oxygène liquide et d'azote liquide.

Le risque toxique généré par l'oxygène et l'azote, est lié à l'augmentation ou à la diminution de la teneur en oxygène de l'air ambiant, avec pour conséquence des risques d'effets létaux pour les personnes en fonction de celle-ci.

II.2 – Présentation des enjeux

F. ZOULALIAN – DDTM – présente l'analyse globale des enjeux recensés et indique que toute remarque sera prise en compte afin d'affiner l'étude.

3 communes sont concernées par le périmètre d'étude qui concerne plus de 6 600 hectares, dont près de 5 000 ha sont consacrés au développement économique, notamment sur la zone industrielle portuaire de Fos-sur-Mer. Des espaces agricoles sont également présents sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Deux canaux de liaison sont également recensés : canal d'Arles à Fos-sur-Mer – Canal reliant le Rhône à Fos-sur-Mer.

Plusieurs types d'enjeux ont été identifiés :

L'habitat :

- moins d'une quarantaine de logements situés à Port-Saint-Louis-du-Rhône et en zone agricole.

Les infrastructures :

- RD 258 traversant le périmètre d'étude sur 12 km
- réseau ferroviaire desservant les activités économiques
- un réseau de pipelines gaz
- un parc éolien situé le long du canal du Rhône à Fos-sur-Mer.

Les activités économiques :

- pôle logistique entre les darses 2 et 3
- zone d'activité de Malebarge : 15 lots d'activités
- terminal minéralier,
-

Sur cette zone, 3 000 salariés travaillent. Un ERP est également présent, il s'agit d'un restaurant.

Les projets futurs :

- zones de projet s'appuyant sur l'existant (DISTRIPORT) et zone de service dédiées au poids lourds,
- projet d'infrastructure reliant la darse 2 reliant au canal du Rhône à Fos : projet stratégique du GPMM,
- plateforme PIICTO (implantée sur 1 200 ha) : projet de mutualisation des services et de développement des activités en lien avec l'innovation (projet d'énergies renouvelables, ...),
- projet de requalification de la RD 268 par le conseil départemental,
- desserte ferroviaire,
- travaux relatifs au SCOT : plan de déplacement de zone pour les salariés afin d'optimiser la desserte de la zone.

Les usages :

- des activités de loisirs : chasse maritime, pêche (professionnelle et de loisir),
- une zone d'usages mixtes : activités de loisirs (baignades, pêche, ...) non encadrées,
- au nord, zone d'entraînement des pompiers.

En conclusion, le croisement aléa/enjeux identifie les secteurs problématiques et des activités fortement impactées (plateforme PIICTO).

Questions relatives à la présentation des enjeux

D. MOUTET – représentant du collège riverains de la CSS – ADPLGF – indique que le passage des péniches fluviales représente un enjeu important.

F. ZOULALIAN précise que 650 mouvements ont lieu sur le canal du Rhône à Fos, dont 10 % sont liés au tourisme fluvial. Environ 3 400 escales ont lieu sur les quais du port.

X. BALLARO – GPMM - revient sur la carte des enjeux et souligne que les couleurs entre les zones terrestres et maritimes ne sont pas faciles à différencier.

F. ZOULALIAN indique que les cartes seront modifiées en conséquence. Il précise toutefois qu'il faut avoir une approche globale sur le territoire afin de tenir compte des autres risques dont les risques naturels de submersion marine.

Note des services instructeurs : la présentation mise en ligne sur le site Internet de la DREAL tient compte de cette remarque ; les cartes ont été modifiées.

N. NAESTRE – Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône - indique que la commune est beaucoup touchée par le PPRT et que le développement de la zone de Malebarge est largement impacté. De même, la voie d'accès à Port-Saint-Louis-du-Rhône est concernée par la zone rouge.

F. ZOULALIAN indique que la zone de Malebarge est en zone d'aléa faible qui permet des possibilités de développement comme cela pourra être vu lors de la phase de stratégie. De manière générale, les aménagements routiers visant à améliorer la fluidité du trafic restent possibles.

G. DAL COL – Représentant R. MEUNIER – association MCTB - demande auprès de la DREAL qu'un contrôle systématique des installations des réseaux incendies eau/mousse soit réalisé dans toutes entreprises classées SEVESO vu la vétusté des usines..

Complément de réponse : lors de la réunion de la CSS Fos Est du 08 juin 2015, ce sujet a été évoqué. La DREAL rappelle que l'entretien, la maintenance et le contrôle de ces réseaux sont de la responsabilité des exploitants. Par ailleurs, la thématique "Défense incendie" est régulièrement à l'ordre du jour des inspections dans le cadre de la réglementation des ICPE⁴.

G. DAL COL demande qui sont les partenaires d'entraide intervenant en zone PPRT ouest en cas d'incendie ?

F.X. CARRET – LYONDELL BASELL – indique que les partenaires d'entraide sont notamment les industriels de la plate forme de Petroineos de Lavéra et de Total La Mède.

G. DAL COL rappelle également que la route nationale 568 présente une circulation intense, ce qui engendre un retard considérable aux pompiers de Total et de Pétroineos intervenant en zone ouest.

Complément de réponse : lors de la réunion de la CSS Fos Est du 08 juin 2015, ce sujet a été évoqué. Ci-dessous un extrait du CR de cette réunion :

"M. MOUTET évoque un problème de saturation de la voie rapide (RN 568) en cas d'évènement majeur chez ESSO (comme vu lors d'un exercice en 2004), ou sur d'autres sites industriels de la zone, et qui compliquerait l'intervention des secours. Un contournement routier à l'Est de Fos-sur-Mer serait alors une solution pour éviter cet engorgement.

- M. POURTAİN et M. SENATEUR : le PPI constitue une réponse opérationnelle à un accident. Il est mis en oeuvre en fonction des moyens locaux existants et n'a pas vocation à proposer la création de nouvelles infrastructures.

- M. NIEL : le nouveau PPI (sous la directive Seveso 3) sera bientôt présenté à l'assemblée et présentera les évolutions en termes d'impact à l'extérieur des sites.

- M. TROUSSIER appuie les propos de M. MOUTET en évoquant les problèmes de circulation que connaît actuellement la commune aux heures de pointes avec les travaux sur la RN 568 et qui peuvent donner une idée de la saturation possible en cas d'évènement. Si le PPI ne peut régler ce problème il doit en tout cas en tenir compte.

- Capitaine GERMAIN : le SDIS a connaissance des problèmes de circulation mais peut compter sur les services de Police pour ouvrir les voies.

M. SENATEUR conclut que le PPI est effectivement une réponse opérationnelle. En cas d'évènement la préfecture peut disposer de moyens interdépartementaux mobilisables par le Préfet de zone et adapter l'opérationnel aux configurations du moment."

III – STRATEGIE DU PPRT

T. LAURENT expose les principes de la stratégie du PPRT dont l'objectif est de limiter les populations exposées en cas d'accident majeur à l'aide des moyens suivants :

- maîtrise de l'urbanisation future (principe d'autorisation ou d'interdiction),
- prescriptions et recommandations techniques sur le bâti futur et existant et sur les infrastructures,
- mesures foncières le cas échéant (expropriations – délaissement).

⁴ ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Afin de mettre en œuvre cette stratégie, les services instructeurs s'appuient sur des guides nationaux qui définissent les règles applicables dans chaque type de zone et qui permettent d'assurer une homogénéité de traitement.

3 familles de zones sont définies : grise (emprise de l'établissement à l'origine du risque) – rouge (au plus près du risque) et bleue (zone la plus éloignée).

Pour chaque zone, des principes d'autorisation, d'interdiction ou la mise en place de mesures foncières sont définis.

III.1 – Spécificité de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur- Mer

La zone industrialo-portuaire présente des spécificités dont il faut tenir compte dans le cadre de la stratégie de ce PPRT. Cela passe par l'adaptation des règles générales des PPRT à ce contexte particulier. Dans ce cadre, 2 outils développés par le ministère en charge de l'Ecologie peuvent être utilisés :

- 1) Guide « traitement des activités économiques » de mai 2011 : contexte local particulier et spécificité des enjeux concernés
- 2) activités économiques : application de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des PPRT.

Le PPRT de FOS OUEST est concerné par cette circulaire dont l'objectif est de permettre à des entreprises à forte culture du risque technologique de se développer en synergie sur un même territoire. Cela permet de ne pas créer des zones d'exclusion complète autour des établissements SEVESO à l'origine du risque.

Sont concernées les entreprises à l'origine du risque et celles présentant un lien technique fort et/ou ayant une culture du risque. Une gouvernance commune hygiène, sécurité et environnement doit être mise en place.

Une fois la structure créée, des règles d'urbanisme et de construction spécifiques dans toutes les zones sont établies pour les constructions nouvelles et existantes.

Sur Fos Ouest des démarches et discussions ont déjà été initiées entre les partenaires pour la constitution d'une telle plate-forme économique.

III.2 - Avancement de la démarche sur FOS OUEST

P. GRIMALDI – KEM ONE fait un point sur le groupe de travail spécifique à ce sujet qui s'inscrit au sein de la plate-forme industrielle et d'innovation de Caban Tonkin (PIICTO).

Les 4 industriels à l'origine du PPRT ainsi que les sociétés ASCO INDUSTRIES – EIFFAGE et GPMM ont notamment été associés à cette démarche.

La réflexion a porté sur le fond de la circulaire et notamment la charte HSE qui existe dans le cadre de la plateforme.

Un intérêt particulier a été porté sur les points suivants : procédure, partage de la culture du risque, organisation des secours, partage de la culture de l'utilisation des entreprises extérieures.

Par ailleurs, le retour d'expérience d'autres plates-formes, notamment dans le sud-ouest ou en Bretagne, est également examiné.

La démarche est intéressante car elle va permettre de progresser au niveau de la sécurité, de la prévention, de la mise en commun de pratiques et le partage des meilleures expériences. Avec la plate-forme, l'efficacité sera meilleure en terme de prévention des risques majeurs. Il s'agit d'être préventif et non curatif.

Questions relatives au traitement des plates-formes économiques

D. MOUTET demande où en est le travail sur la liaison des salles de contrôle entre KEM ONE et le GPMM. Il faut faire les choses rapidement.

P. GRIMALDI indique qu'en ce qui concerne la gestion de crise, les industriels ont les numéros de téléphones des industriels voisins. Par ailleurs, un travail est également fait auprès de la Capitainerie du Port.

P. CLOT Président du CPHS – Manutention portuaire - bassin ouest - souhaite être intégré à la liste des POA car il représente 1200 personnes sur la zone concernée par le périmètre du PPRT.

M. le Sous-préfet indique que cette demande doit être formalisée auprès de la sous-préfecture et qu'il pourra en être donnée une suite favorable.

F.X. CARRET – LYONDEL CHIMIE France - indique qu'un nouveau système d'alerte automatique a été mis en place avec EVERE et avec possibilité d'être étendu à une quinzaine de contacts. Ce système pourra se faire une fois connu le périmètre du PPRT issu des démarches de réduction du risque à la source en cours.

X. BALLARO demande si la carte d'aléa est définitive ou si le périmètre sera réduit sur la partie ouest car les risques générés par LCF (TF/TF+) touchent le quai de FOS 2XL.

P. COUTURIER indique que les services instructeurs ont souhaité présenter un projet de carte. Mais en parallèle, le travail continue avec les industriels afin de réduire le risque et ainsi diminuer les zones d'aléas les plus forts qui impactent des enjeux existants. A une prochaine réunion, les avancées sur cette démarche de réduction du risque seront présentées.

R. RAIMONDI demande si le restaurant Marco est en zone rouge.

F. ZOULALIAN indique que cet établissement est actuellement en zone jaune (aléa fort) soumis à des mesures foncières potentielles (délaissement).

IV – ZOOM SUR LES SOCIETES ASCO INDUSTRIES ET EIFFAGE

La situation de ces deux établissements a été étudiée au regard de leur positionnement en zone d'aléas élevé afin d'illustrer à titre d'exemple la manière dont le guide sur les activités économiques et la circulaire plates-formes pourraient être appliqués dans le cadre de ce PPRT.

→ ASCO INDUSTRIES

Cet établissement est soumis aux effets de surpression, toxique et thermique qui est le plus important (TF+) et qui peut générer des mesures foncières.

Une première analyse met en évidence que cette activité n'est pas éligible au titre de la note sur les activités économiques. Cependant celle ci pourrait s'inscrire dans le cadre de la plate-forme économique.

A ce titre, le maintien de cette activité est possible sous réserve de son intégration à la plate-forme au sens de la circulaire de 2013. Dans ce cadre la réalisation de travaux simples et efficaces (mise en place de locaux de confinement contre les effets toxiques, de surpression ou thermique), et du renforcement des mesures organisationnelles en cas d'incident devront être mis en oeuvre.

→ **EIFFAGE**

Cette société est soumise aux effets de surpression, thermique et toxique (TF+). Elle n'est pas éligible en première approche à la circulaire plates-formes mais répond aux critères de la note sur les activités économiques car cette activité nécessite de s'implanter dans la zone industrialo-portuaire (utilisation du bord à quai). Sur cette base, le guide indique que le recours aux mesures foncières peut ne pas être envisagé de manière systématique.

→ **Pour définir les orientations stratégiques pour cet établissement des études préalables sont requises :**

- 1) afin de pouvoir proposer le cas échéant le maintien de cette activité, le guide élaboré par le ministère de l'écologie demande aux services instructeurs en lien avec les POA d'étudier de manière préalable et systématique si un déplacement en zone d'aléa moindre est possible. Les premières analyses réalisées dans le cadre d'échanges entre EIFFAGE et le GPMM montre que le Quai Gloria (Port-Saint-Louis-du-Rhône) pourrait théoriquement accueillir cette activité. Néanmoins les difficultés techniques et le coût associé à une telle opération (environ 87 M€) la rendent très complexe dans le cadre du PPRT.
- 2) en parallèle, considérant que le recours aux mesures foncières pourrait ne pas être proposée pour cette activité de par ses caractéristiques, une étude de vulnérabilité est en cours de réalisation pour évaluer les conditions nécessaires à son maintien dans cette zone. Les résultats de cette étude réalisée par l'INERIS seront connus en octobre 2015.

Questions relatives à la situation d'ASCO INDUSTRIES et EIFFAGE

R. RAIMONDI fait part de son étonnement concernant un déménagement possible d'une activité et estime qu'il serait plus judicieux de renforcer la culture du risque.

Par ailleurs, il regrette que ses services n'aient pas eu connaissance de l'étude réalisée par l'INERIS et que celle-ci ne concerne que la société EIFFAGE et pas les autres établissements situés dans le périmètre du PPRT.

P. COUTURIER indique que ces deux établissements ont été étudiés car ils sont les plus impactés (zone rouge). L'analyse du déplacement de la société EIFFAGE est un préalable demandé par la réglementation et devra être comparé avec les mesures de renforcement de bâti qui seront probablement d'un coût inférieur.

G. DAL COL – Représentant R. MEUNIER – association MCTB - demande si les vents dominants ont été pris en compte.

P. COUTURIER précise que les scénarios d'accidents prennent en compte les différentes conditions atmosphériques.

Lors de mistral ou de vents violents, les nuages toxiques sont plus rapidement dilués. Ce qui n'est pas le cas lorsqu'il y a peu de vent.

X. BALLARO indique que l'interprétation faite par la DREAL de la circulaire Plate-Forme exclut Eiffage du fait que cette société n'a pas la culture du risque. Cependant, sur d'autres plates-formes, il a été admis que la culture du risque pouvait s'acquérir. Cette possibilité d'acquisition de la culture du risque est importante pour ne pas restreindre les capacités de développement du GPMM

T. LAURENT indique que la société EIFFAGE a une typologie particulière (chantier périodique) avec une variabilité importante de personnel. Cette analyse correspond à la situation actuelle et des améliorations sont possibles notamment dans le cadre de la gouvernance commune étudiée au travers de la plate-forme économique.

IV – CALENDRIER

G. CHRISTIEN présente le calendrier et les différentes étapes à venir.

R. RAIMONDI indique que la plate-forme économique doit se faire. La situation économique est difficile et il faut éviter la délocalisation des activités économiques. Il précise qu'il sera très attentif à ce PPRT.

Par ailleurs, M. le maire souhaite que les usagers des espaces naturels (chasse, pêche...) ne soient pas exclus. En effet, un règlement permettant de les informer sur les risques encourus dans ces zones pourrait être réalisé afin qu'ils puissent continuer leurs activités en toute connaissance de cause.

Il regrette que cela n'ait pas été pris en compte lors de l'élaboration du PPRT d'ArcelorMittal."

T. LAURENT indique que des réunions techniques pour les activités économiques seront organisées courant second semestre.

M. le Sous-préfet souhaite connaître le cahier des charges confié à l'INERIS.

F. ZOULALIAN indique que l'étude se déroule selon une méthode classique.

Par l'intermédiaire d'un marché d'études financé par le MEDDE, jusqu'au mois de juin 2015, et confié à l'INERIS, la société EIFFAGE est concernée par un diagnostic de vulnérabilité.

Si une étude complémentaire doit être menée, elle aura lieu.

M. le Sous-préfet rappelle que l'objectif de la réunion est une présentation des éléments du travail. Les remarques émises seront prises en compte et confirme que les employés et les responsables des établissements concernés par le PPRT seront informés de la démarche.

D. MOUTET demande que tous les représentants de la zone soient informés. Environ 3 500 personnes y travaillent

M. LAURENT - EIFFAGE - précise que les salariés et les syndicats ont été informés sur le devenir du site.

R. RAIMONDI indique que le territoire de la ZIP fait partie de la commune de Fos-sur-Mer.

Il précise qu'il ne remet pas en cause l'étude de vulnérabilité, mais que celle-ci doit être faite sur l'ensemble de la zone.

L. MICHEL – SAN – rappelle que cette zone est une zone industrielle portuaire. C'est un espace de vie qu'il faut protéger.

L'objectif est de redynamiser le tissu industriel et éviter les départs des industries. Il ne faut pas que les exploitants se voient déstabilisés dans leurs projets.

Une attention particulière doit être portée sur la communication afin que tous les partenaires et personnes concernées soient informés de la démarche.

P. COUTURIER prend acte afin que l'information préalable des collectivités sur les projets d'études soit plus efficace. Il précise que seules les étapes principales du calendrier ont été données et rappelle qu'une réunion avec toutes les personnes impactées est prévue au 2^{ème} semestre 2015.

M. le Sous-préfet indique à M. le maire qu'il prend acte de ses remarques pertinentes. Il confirme également que la demande du CPHS sera prise en compte afin d'intégrer les POA. Rendez-vous est pris pour une prochaine réunion où les résultats de l'étude menée par l'INERIS seront présentés.

M. le maire remercie l'ensemble des participants et lève la séance.

RELEVÉ DE DECISIONS

- Modification de la carte des enjeux : REALISE
- Accord sur l'intégration du CPHS – Manutention portuaire - bassin ouest
- Renforcement de l'information des collectivités et des populations impactées